

BULLETIN D'INFORMATION



de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (F.F.I.)

J.O. n° 64, 22-07-1976 - Siège social national : 27, rue Emile Cartailhac, 31000 Toulouse - Libellé chèques : AAGEF

« *Por llanuras y montañas, guerrilleros libres van* » (Himno de los guerrilleros)

Bulletin trimestriel - Directeur de la publication : Henri Farreny - N°CPPAP 0909A07130 - 0,46 €

Contacts : aagef@free.fr

31 décembre 2009 – 4^e trimestre

n° 116

2010 : année Manuel AZAÑA

Montauban, 4 avril 2009

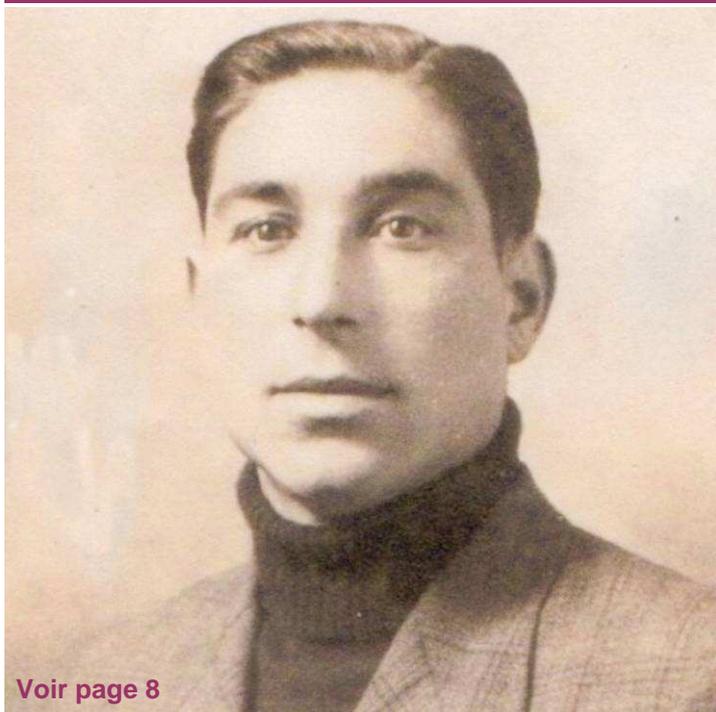


Photo Charles Farreny

Le 3 novembre 1940, Manuel Azaña, dernier président de la République espagnole avant l'exil, est mort à Montauban. **Le 3 novembre 2010 cela fera 70 ans.** Franco est mort en 1975 : 35 ans après aurons-nous enfin la joie de voir un chef du gouvernement espagnol sur la tombe du président fidèle à son peuple ?

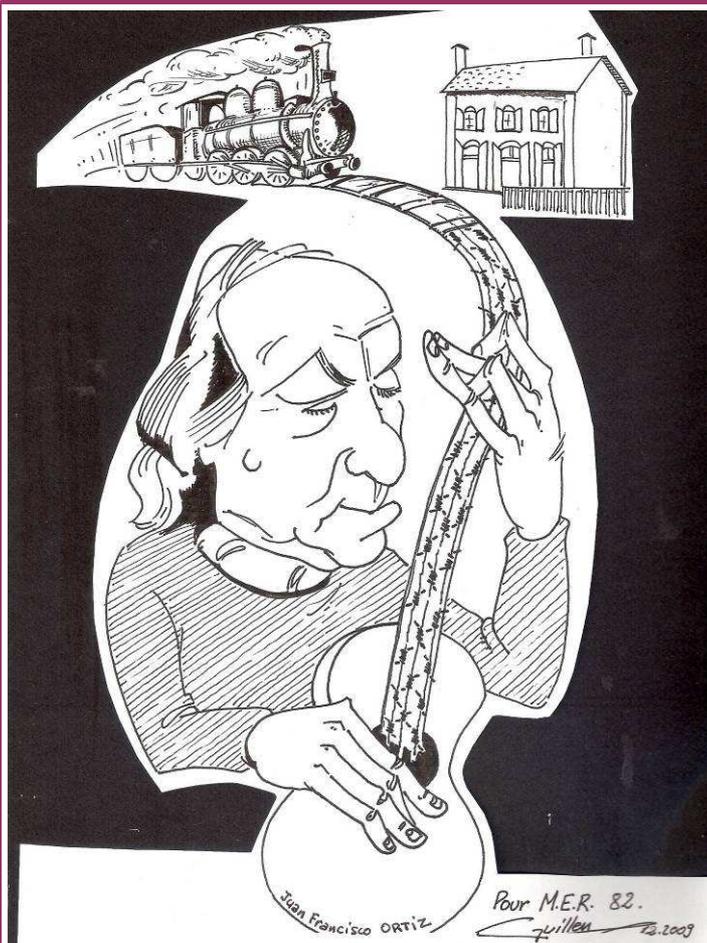
¡ Ya es tiempo señor presidente del gobierno !

Hommage à Miguel SORIANO et ses camarades tombés à Santa Cruz de Moya



Voir page 8

BORREDON *Guardaremos la estación*



Le 19 décembre à Montbétou (Tarn-et-Garonne), notre ami Jean-François Ortiz nous a offert un récital de guitare, à la suite d'une conférence présentée par Charles Farreny. Ce concert d'une grande tenue, en référence à Federico García Lorca, a tenu l'assistance en haleine par sa qualité et son intensité émotionnelle. Bien que mauvais temps et grippe aient clairsemé l'assistance, près de 250,00 € ont été collectés en soutien au « projet Borredon ».

La plume de **Philippe Guillén** en a tiré cette évocation...

Souscription : 37 490 € au 15 février 2010

Chèques à l'ordre de : « MER 82 SOUSCRIPTION BORREDON »

Adressés à : Joseph González, 23 quai Adolphe Poulth,
82600 Montauban – Contacts : 06 33 10 44 89

Sommaire

P. 2 Récupérer la nationalité
P. 2 Luis SUÁREZ CUETO
P. 3 Domingo BELLAVISTA
P. 3 Rapatriements forcés

P. 4 Manuel BENITO, Antonio BENÍTEZ
P. 5 Anular las condenas
P. 5 Fusillés espagnols de Nantes
P. 6-7 Notes de lecture
P. 8 Miguel SORIANO et camarades
P. 8 Nouvelles amicales

Récupérer la nationalité espagnole sans perdre la française...

Des enfants d'Espagnols nous posent encore très souvent la question : « ai-je droit à la nationalité espagnole, sans perdre ma nationalité française actuelle ? ». Nous reprenons et prolongeons l'explication que nous avons publiée dans le n° 112.

Le 9 janvier 2003 est entrée en vigueur la « Ley n°36/2002, de 8 de octubre, de modificación de l Código Civil en materia de nacionalidad ». Proposée et votée sous le gouvernement Aznar, avec l'appui bienvenu de la plupart des députés de gauche, cette loi a permis à de très nombreux enfants de l'exil politique espagnol (ou de l'émigration économique) de :

RÉCUPÉRER (tel est le verbe) **la nationalité espagnole D'ORIGINE** (telle est la qualification).

SANS RENONCIATION A LA NATIONALITE ANTÉRIEURE, SANS SERMENT AU ROI OU A LA CONSTITUTION

Si vous êtes intéressé(e) : la seule condition pour en bénéficier, est d'être né de père OU mère né(e) espagnol(e) en Espagne. **Insistons** : que ledit père, ou mère, ait changé de nationalité par la suite, avant ou après votre naissance, n'a aucune importance contrairement à ce que certaines personnes mal informées croient encore. Voici un lien avec le texte de cette loi passé au Boletín Oficial del Estado n° 242 du 9/10/02 : http://www.boe.es/g/es/bases_datos/

Nous avons présenté cette loi dans nos bulletins n° 97 et 101. Son "exposé des motifs" indique :

« se ha suprimido del artículo 26 (del Código Civil) el requisito de renunciar a la nacionalidad anterior, puesto que el mismo suponía en la práctica un obstáculo insuperable para la recuperación de la nacionalidad española ». Est écartée aussi l'obligation de prêter serment au Roi et à la constitution de 78.

Depuis 7 ans des milliers et des milliers d'entre nous ont bénéficié de ces dispositions tout en restant français et sans faire allégeance ni à Juan Carlos ni à sa constitution sur mesure.

Typiquement, deux à trois mois suffisent pour obtenir le passeport espagnol qui fait foi de la nationalité espagnole ; simultanément vous serez inscrit dans la ville espagnole de votre choix pour participer à toutes les élections (municipales, régionales, législatives) et bénéficier des fueros (droits locaux spécifiques ; en matière familiale, divorce, héritage...) correspondant à la région autonome de rattachement.

Muni du passeport vous pourrez obtenir en quelques semaines une carte d'identité (DNI : Documento Nacional de Identidad) en vous adressant à n'importe quel commissariat en Espagne.

... et sans faire allégeance, ni au Roi, ni à la constitution monarchiste

Le 26 décembre 2007, le gouvernement Zapatero faisait adopter la loi dite « de Memoria Histórica » qui hélas n'inclutait ni la déclaration de l'illégalité du régime franquiste, ni même l'annulation des condamnations franquistes. Via un article à la rédaction floue (« disposición adicional séptima »), il promettait de faciliter la récupération de la nationalité espagnole par les enfants et les petits-enfants d'exilés. Fin octobre 2008, enfin, des fuites révélèrent le contenu de l'instruction d'application de la loi : les bénéficiaires devaient 1) renoncer à leur nationalité actuelle, 2) prêter serment à la Constitution et au Roi !!! Face aux protestations, l'instruction a été *illico* partiellement révisée : le 26 novembre 2008, le « Boletín Oficial del Estado » publiait une nouvelle version (« instrucción de 4 de noviembre de 2008 ») qui éliminait la 1^e condition (renoncer à la nationalité actuelle) mais conservait la 2^e. Avec d'autres associations,

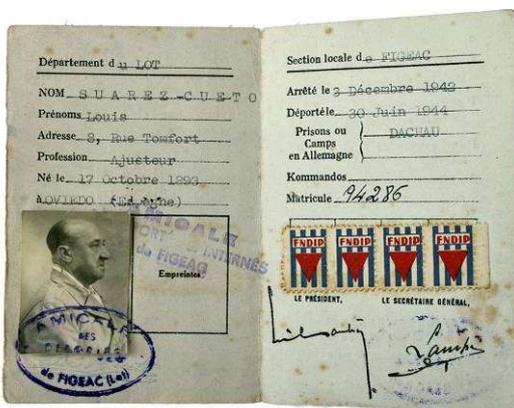
nous avons exigé, en vain jusqu'ici, que cette 2^e condition soit abrogée, car elle attente à la liberté de conscience. Il est consternant que l'actuel gouvernement espagnol - de gauche - n'ait pas poursuivi dans la voie plus libérale, au sens philosophique, ouverte par le gouvernement précédent malgré la pression néo-franquiste. **Nous recommandons aux enfants de Républicains qui veulent récupérer la nationalité espagnole de s'appuyer, sur les dispositions résultant de la 1^e loi (celle votée sous Aznar fin 2002.** Au lieu d'exiger que les petits-enfants de Républicains prêtent serment au Roi mis en place par Franco et à la constitution monarchiste, le gouvernement Zapatero ferait mieux d'éradiquer le franquisme, notamment en annulant ses sentences criminelles.

HF

Un résistant espagnol de la première heure :

LUIS SUÁREZ CUETO

Né à Oviedo en 1893, Luis Suárez Cueto était commandant sur la base de Cuatro Vientos (près de Madrid), berceau de l'aviation militaire espagnole. Fidèle à la légalité républicaine lorsqu'éclate la rébellion franquiste, Luis Suárez doit trouver refuge en France en 1939. Installé à Figeac (Lot) avec sa famille en 1940 où il est ajusteur, il contacte ses compatriotes et participe aux



réunions clandestines. Dans le cadre de l'affaire "Reconquista de España" la Brigade Spéciale de Toulouse l'arrête le 2 décembre 1942 (*). Pendant six jours il est brutalisé au Commissariat qui se trouve près de son domicile. Pour l'obliger à parler, les tortionnaires font venir sa famille pour qu'elle assiste aux interrogatoires. L'accusation rapportée par la police est la suivante :

« Membre du Comité pour Figeac et la région, a, à plusieurs reprises, organisé des réunions où il prenait la parole. A fait des adhérents en faveur de ce mouvement et versé des cotisations. Au cours de la perquisition à son domicile, il a été découvert un papier donnant des indications du poste clandestin RADIO PIRENEICA qui donnerait les instructions aux membres de ce mouvement ».

Interné à la prison Saint-Michel de Toulouse, Luis est finalement condamné le 2 juin 1944 à 1 an de prison et 2000 F d'amende. Bien que sa peine soit largement purgée, il est pourtant enfermé au camp du Vernet d'Ariège. Quelques jours après (30 juin) il est remis aux Allemands qui le déportent vers le camp de Dachau via le sinistre "Train Fantôme".

Arrivé à destination le 28 août 1944, Luis découvre avec horreur que son gendre **AGUSTÍN SOTO SANCHEZ** s'y trouve déjà depuis le 8 juin : ce jeune résistant espagnol a été pris dans la rafle allemande du 12 mai 1944 à Figeac. Dans l'enfer de Dachau, beau-père et beau-fils vont réussir difficilement à survivre. Le 29 avril 1945, lorsque les Américains libèrent le camp, Luis et Agustin pèsent à peine 33 kg chacun. Revenu à Figeac, Luis Suárez Cueto décèdera en 1952. En hommage à son grand-père, son petit-fils Luis Soto vient récemment de faire apposer une plaque sur la maison familiale.

(*) A la même période, la police arrête 6 autres Espagnols à Figeac : **Víctor DORIA FERNÁNDEZ, José Antonio MIRALLES MIGUEL, Miguel MEDRANO INAT, Francisco MIRA, Joaquín GARCÍA BELLIDO, Rafael SÁNCHEZ IZQUIERDO.**

CF

Domingo BELLAVISTA, né le 30 mars 1918 à Palau Solitar (Catalogne) nous a quittés le 9 janvier 2010.

Dès le coup d'état, il rejoint les milices ouvrières constituées pour défendre la République et c'est dans la 26^e Division qu'il fera toute la Guerre. Parmi les derniers combattants à passer en France le 17 février 1939 dans la région de Bourg Madame, il sera interné au camp de La Tour de Carol puis au fort de Mont-Louis et enfin à Septfonds. Dans ces Camps de la Honte disait-il : « on a subi beaucoup d'humiliations par ceux qui nous gardaient, qui nous piquaient les jambes ... avec les baïonnettes pour nous voler les cigarettes et les canifs... sans parler de ce qu'on a souffert avec le froid, la faim et pas d'hygiène. ».



Arrivé dans l'Yonne, il va rejoindre la Résistance fin 42 alors qu'il travaille comme bûcheron dans la région d'Ouagne où il s'installera et fondera une famille après la Libération.

Dès l'automne 42, sous le pseudonyme de *Domino*, il est chargé, par la MOI, de la propagande anti-allemande et du recrutement d'autres réfugiés espagnols.

En 1943, il participe à la récupération et à la remise en état d'armes abandonnées, il va avec son groupe FTP renforcer un autre maquis lors de parachutages ; en échange du service rendu il pourra rapporter une partie des armes.

En 1944, il participe à la destruction de dossiers STO dans 15 communes, à la récupération de lettres anonymes, à l'arrêt d'une réquisition de chevaux. Il se distinguera particulièrement, lors de la destruction d'un poste de repérage d'avions et de la capture d'un canon anti-aérien, de la neutralisation de son escorte puis de l'enlèvement d'une citerne de 3000 l d'essence. L'État Major FTP reconnaît en Domingo Bellavista l'un des

combattants les plus intrépides et les plus actifs qui met à profit son expérience des combats acquise en Espagne, en particulier lors de l'attaque de son maquis par les troupes allemandes le 13 juillet, lors de l'embuscade tendue le 26 juillet à une colonne allemande et enfin lors de l'occupation de Toucy le 21 août qui permettra de faire une trentaine de prisonniers et de récupérer une pièce d'artillerie.

Il expliquait :

« Si nous sommes rentrés dans la résistance, c'est pour deux raisons : nous ne voulions plus subir Hitler et ses nazis, on voulait se venger pour affaiblir Franco et aussi parce que notre projet était de récupérer notre République après s'être débarassés des nazis d'Allemagne et des fascistes d'Italie. Mais le gouvernement français ne nous a pas suivis et a décidé de tout arrêter à Perpignan ».

Notre délégation de Mémoire Histoire des Républicains Espagnols de l'Yonne (M. H. R. E. 89), avec les drapeaux de sa « chère République Espagnole », a conduit, en compagnie de Mme le Maire ceinte de son écharpe tricolore, le cortège funèbre de la Mairie au cimetière d'Ouagne.

Francis Romero, Président de M. H. R. E. 89, s'adressant aux sept enfants, aux huit petits enfants et aux autres membres de la famille a conclu par ces mots :

« Très cher Domingo Bellavista nous avons été très fiers et très honorés de vous compter, hélas trop peu de temps, au sein de notre association. Soyez certain que vous avez su, sans le vouloir, mais simplement par votre personnalité, par votre naturel, oui vous avez su générer l'affection... »

Vous êtes parti, nourri de cette haine du fascisme, cette haine des dictatures, cette haine des totalitarismes, mais aussi avec cet indéfectible attachement à la République, aux Républiques.

Nous ne trahisons pas cette obstination, je sais que vous croyez en ce que notre association a entrepris, nous continuerons, nous vous le promettons. Merci pour tout

¡ Que viva la Democracia, que viva la República ! ¡ Que descanse usted en una paz merecida ! ¡ Adios padrino ! No le olvidaremos. ».

Après lecture d'un texte d'affection, de reconnaissance et de fidélité écrit par ses petits enfants, la cérémonie s'est terminée par la diffusion de *La Marseillaise* en Espagnol qui symbolise si bien ce que Domingo a été, tout comme le drapeau tricolore de la Résistance appuyé sur son cercueil recouvert du drapeau de la République Espagnole.

Ivan Larroy

RAPATRIEMENTS FORCÉS : témoignage de Wifredo GUILLÉN



A ce sujet, notre bulletin n°115 présentait des documents probants (page 12).

Notre camarade **Wifredo GUILLÉN LÓPEZ**, qui vit à Pamiers, 84 ans, se souvient aussi.

Le 3 novembre 1939, il avait 13 ans et demi ; des autobus sont venus chercher les réfugiés espagnols du camp de Pontenx-les-Forges (Landes) où il se trouvait avec sa mère, sa petite sœur et son petit frère (leur père était alors enfermé au camp de Bram). Le convoi d'autobus, plus d'une douzaine, s'est ébranlé sans que les Espagnols sachent où on les amenait. Ils ont compris en voyant les pancartes : Bordeaux... Hendaye !

« Vinieron los guardias civiles : "¡ No quieren bajar ? ¡ No señor !" Nos obligaron. Hicimos una cadena delante del puente internacional. Las mujeres chiaban mas que los niños : " ¡ Ustedes no tienen derecho, nuestros maridos están en Francia !". Pareció que habíamos ganado : nos convencieron de subir para volver atras. Pero de súbito los autobuses cruzaron el puente : "¡ Y ahora hay que bajar, o voluntariamente o a la fuerza !" ».

Après 5 jours au camp de concentration de Fuenterrabía, un train de marchandises les amena d'Irún à Madrid ; de là ils furent autorisés à rentrer chez eux (Luzón, Guadalajara).

Wifredo ne revit son père qu'en septembre 1945, en rentrant clandestinement en France, à hauteur de Seix (Ariège). Pour Wifredo commençait une autre forme de lutte : **les allers-retours pour continuer la lutte antifranquiste en Espagne même.**

Nous en reparlerons.

HF



Notre ami, **Manuel Benito Moliner**, vice-président du **Cercle Républicain « Manolín Abad »** de Huesca est décédé le 8 janvier dernier des suites d'une longue maladie.

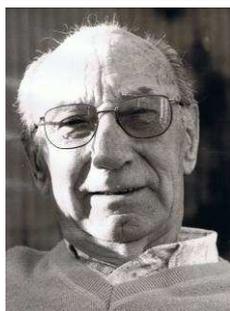
Manuel était un penseur aux multiples facettes et un intellectuel écouté dans les débats traitant de l'histoire mouvementée qui nous a exilés en France. Ses interventions, d'une rigueur sans failles et largement documentées, ramenaient à l'incontournable évidence des faits.

En ces jours d'acceptation quasi-générale de la monarchie, tu apparaissais comme le modèle du Républicain et du Démocrate qui rejetait toute concession aux principes de liberté, égalité et laïcité.

Fidèle à tes convictions, tu as voulu, Manolo, que tes cendres soient dispersées près de Fermín Galán. Nous étions présents en ce jour plein d'émotion, sois certain que nous viendrons en ce lieu, près de toi, pour fêter l'avènement de « La Tercera ».

¡ Salud y pronto la República, Manolo !

Pour tes amis du Cercle Républicain de Huesca en France, **Michel Latre**



Antonio Benítez Montenegro, membre depuis toujours de notre Amicale de Haute-Garonne est décédé le 8 décembre 2009 à Toulouse. Né le 24 septembre 1915, à Alcaracejos (Córdoba), militant socialiste, il s'engage dès le début du putsch fasciste pour défendre la République. Il combattra notamment sur le front de l'Èbre. Il connaîtra plusieurs des camps de concentration français (Saint-Cyprien, Le Barcarès), le dernier étant celui de Septfonds qu'il quitte le 27 janvier 1940. C'est dans les camps qu'il rejoint le PCE. Très tôt il s'engage dans la Résistance. L'attestation de présence reproduite ici, signée le 28 mars 1945 par le commandant du 8^e Bataillon de Sécurité, Prudencio López, indique qu'Antonio

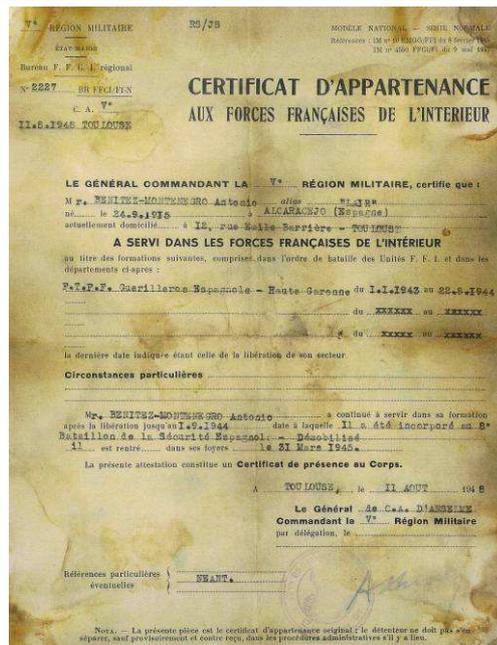
a appartenu du 7 septembre 1942 au 27 octobre 1944 à la « 53^e Brigade ». Le certificat d'appartenance aux FFI, signé le 11 août 1948 par le général d'Anselme, commandant la V^e Région militaire, indique qu'Antonio a appartenu aux « FTPF – Guérilleros espagnols » du 1^{er} janvier 1943 au 22 août 1944 ». Pour comprendre la signification des dates portées sur ces documents, il faut rappeler que la 2^e Brigade de

guérilleros espagnols se forme en Haute-Garonne à partir de juillet 1942 ; qu'elle entretient des liens étroits avec la 35^e brigade FTP-MOI, qui s'organisa aussi vers cette date (cf Guérilleros en terre de France, Narcis Falguera et coll., Le temps des cerises, 2004 ; p. 104-107). Il se *pourrait* donc que la mention « 53^e Brigade » résulte d'une inversion de chiffres : 35^e. Après guerre, Antonio travaillera dur comme forgeron-serrurier. Il continuera de lutter contre le Caudillo puis pour l'éradication du franquisme. Il était très attaché aux valeurs républicaines de justice et de liberté.



L'Amicale de Haute-Garonne, dont son président d'honneur Rafael Gandía et son président Jacques Galván, l'Amicale nationale, dont son président Narcis Falguera, expriment à la famille d'Antonio, à ses fils Antonio, Manuel, Julio et Paco, à ses petits-neveux Martine et Édouard, toute leur affection.

HF



Sortir les camps de BRENS et de RIEUCROS de l'oubli

Le 21 janvier 1939 le « centre de rassemblement » de Rieucros est créé et il héberge d'abord des brigadistes autrichiens et des juifs allemands antinazis. En octobre 1939, Rieucros devient un camp pour femmes, les hommes sont déplacés au camp du Vernet. Il y a des antifascistes allemandes (telle Dora Schaul) ou tchèques (Leinka Reinerova) et de nombreuses Françaises politiquement « suspectes ». A l'avènement de Pétain, 600 internées de 25 nationalités s'y retrouvent dont des républicaines espagnoles. En mars 1941 arrivée d'Espagnoles déplacées du camp d'Argelès à Rieucros pour avoir manifesté contre la décision de l'État Français de déporter leurs compagnons à Djelfa en Algérie. En décembre 1941 la décision est prise par l'administration de fermer le camp et de le transférer à Brens. Le 1^{er} février 1942, 320 femmes de 15 nationalités, dont une majorité d'Espagnoles républicaines et 26 enfants espagnols sont internés au bord du Tarn. Parmi eux la famille d'Angé Álvarez : la mère et deux filles. Le camp de Brens a été un

maillon de la « solution finale ». Les archives du Tarn montrent qu'il y a eu toutes les semaines des « livraisons » (terme officiel !) d'internées aux Allemands, Italiens, Espagnols. L'État Français a montré ainsi sa solidarité idéologique et politique avec le fascisme international. Le camp de Brens a pendant très longtemps été un oublié de l'histoire. Peut être parce qu'il était un camp de femmes. Parce qu'aussi dans l'inconscient collectif local ce camp regroupait des femmes de mauvaise vie, des femmes qui, horreur pour l'époque, faisaient de la politique. Ce discrédit a perduré très longtemps et n'a pas encore disparu. Réhabiliter ces femmes est un exercice de justice élémentaire auquel s'empare notre association : « **Association pour perpétuer le souvenir des internées des camps de Brens et de Rieucros** ». Notre siège est à la mairie de Brens (81600). Notre présidente est **Angelita Bettini**, ancienne internée (36 chemin Beaugard, 31300 Toulouse) et notre secrétaire **Rémi Demonsant** (impasse Saint Roch, 81600 Gaillac).

Michel de Chanterac



BERLIN, 15 août 2009
Mondiaux d'athlétisme Rodolfo Rubiera
arbore le drapeau républicain devant le stade
des Jeux Olympiques de 1936.

Barcelone, qui avait été candidate, organisa des
Olympiades Populaires, interrompues par le
putsch fasciste...

En 2036, des Olympiades
à Barcelone ?
Sous la III^e République ?

LETRA AL MEU JORNAL

« LA SETMANA » est un hebdomadaire entièrement en langue occitane qui a fait ses preuves en tant qu'organe de presse ouvert sur le monde, attentif aux cultures et droits de toutes les minorités. Voir site : <http://www.vistedit.com>



A M. David Grosclaude
Rédacteur-en-chef de LA SETMANA
Agen, 12 janvier 2010
Monsieur le Rédacteur-en-chef,

Si on ne vous connaissait pas comme un homme de progrès, on pourrait penser que nommer autrement que par l'expression *camps de concentration** les sites où furent parqués les réfugiés républicains de la guerre d'Espagne résulte de l'influence des courants d'idées qui tendent à réviser l'Histoire.

En effet, dans un premier article, vieux de plusieurs années, parlant de l'exode républicain reçu aux frontières, vous parliez,

je cite, de « camps d'accueil » ; dans une deuxième enquête, vous vous ravisiez, parlant de « camps spécialisés » (LA SETMANA, n° 703 page 6) ; enfin, une troisième et toute récente vision des choses nous présente les lieux d'enfermement des républicains espagnols sous l'angle de « camps souvent improvisés » où tout manquait (LA SETMANA, n° 746 page 8).

Monsieur Grosclaude, le bon peuple aime *appeler un chat, un chat*** et un camp de concentration, un camp de concentration. Ainsi, tous ensemble, le bon peuple, vous et moi, en résistant aux édulcorations et travestissements progressifs de la réalité, nous serons plus forts pour refuser aux négationnistes le droit de réécrire fallacieusement l'Histoire.

Rodolphe Rubiera

Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – FFI

* L'expression apparaît massivement dans les documents officiels (gouvernement et services de l'État) de l'époque, consultables dans les archives des départements.

** Et un chat sauvage, un chat sauvage... Les nazis se sont sauvagement comportés dans un certain nombre de *camps de concentration* au point qu'on peut les qualifier aujourd'hui de *camps d'extermination*.

Afrique du Nord, janvier 1943 Maurice se souvient...

A la suite d'un article de presse sur la Libération de Paris, **Carmen Saavedra** (domiciliée à Commentry, Allier) a reçu un courrier de son ancien instituteur qui a aujourd'hui près de 90 ans. A juste titre Carmen a tenu à nous le faire connaître :

"A la suite de l'article paru dans la Montagne concernant les Républicains Espagnols, je vous signale que certains de ces combattants étaient présents en Afrique, bien avant l'entrée dans Paris du Capitaine Dronne et ses hommes.

Le 20 janvier 1943, mon unité se trouvait dans les montagnes tunisiennes à Oum el Abouab, quand elle fut l'objet d'une violente offensive allemande qui rompit le front, et fit de nombreux prisonniers. Nous avons été obligés de retraiter dans la montagne, à pied et sans eau, poursuivis par les Chleus.

Je me souviens avoir été sauvé de la capture par un groupe motorisé de la Légion étrangère qui fermait la retraite, et composé d'Espagnols qui avaient combattu contre Franco.

Ils nous firent une place dans leurs camions et après une nuit de trajet, nous nous sommes retrouvés hors de portée de l'ennemi et avons pu rejoindre notre unité. Ces hommes qui avaient choisi de continuer le combat contre les Allemands dans l'armée française, ont contribué à chasser l'ennemi d'Afrique... avant de continuer leur combat sur d'autres fronts.

Bien cordialement et bon souvenir. Montluçon, le 9 septembre 2009. Signé : **Maurice Piboule**, (campagnes de guerre : 42- 45 : Afrique, Italie, France, Allemagne)".

Dans une autre lettre, **Madame Piboule** ajoute :

"Du 1er janvier jusqu'à août 41, en poste à Chouvigny (Allier), j'ai eu comme élèves Juan et Conchita Galván, dont je me souviens fort bien tant ils tranchaient sur les natifs en gros sabots ferrés. Ils étaient, disait-on, les enfants d'un officier espagnol. Ils vivaient avec leur mère... et son aiguille ! C'étaient des élèves parfaits, distingués et polis. Le potager de l'école leur fournissait ses quelques produits. Je garde, au delà de tant d'années, un souvenir charmé de ces petits."

CF

ANULAR LAS CONDENAS, c'est fait en Allemagne et Autriche

LE PATRIOTE RESISTANT, mensuel de la Fédération Nationale des Déportés Internés Résistants et Patriotes (FNDIRP) publie un intéressant article de Jean-Luc Bellanger intitulé « La "justice" militaire nazie » (n° 837, décembre 2009, p. 8) :



« à l'instar de son homologue allemand, le Parlement autrichien a voté après des années d'atermoiements la réhabilitation des

déserteurs de la Wehrmacht et de toutes les autres victimes de la justice militaire nazie.

La nouvelle loi, qui entre en vigueur le 1er décembre 2009, annule également les condamnations prononcées par les conseils de guerre, le Volksgerichtshof (tribunal du peuple) et les tribunaux spéciaux". L'auteur souligne aussi que la loi allemande « supprimant les condamnations nazies injustes » a été adoptée le 28 mai 1998 concernant de nombreux domaines, politique, racial, religieux etc.

Les "défaitistes" et objecteurs de conscience en faisaient partie. Le cas des déserteurs a été traité en mai 2002. Restait celui de la "trahison de guerre" qui a dû attendre l'automne 2009.

Manifestement certains gouvernements sont plus courageux que d'autres... **A quand une loi comme celle-là en Espagne ?**

Lina Peña Decaunes

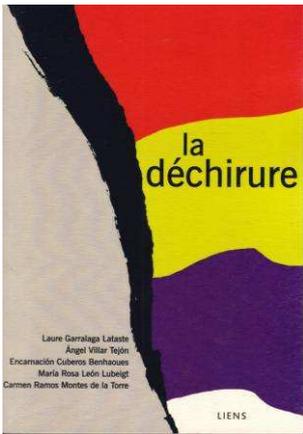
FUSILLÉS ESPAGNOLS de NANTES

Le 13 février 1943, cinq résistants espagnols furent fusillés à Nantes en même temps que d'autres combattants FTP. Ils s'appelaient : **Benedicto BLANCO DOBARRO, Basilio BLASCO MARTÍN, Alfredo GÓMEZ OLLERO, Ernesto PRIETO HIDALGO, Miguel SÁNCHEZ TOLOSA** Samedi 13 février 2010, un hommage leur sera rendu au **Carré espagnol du cimetière de La Chapelle-Basse-Mer** (Loire Atlantique). Après de longues recherches, des parents d'**Ernesto PRIETO** (ci-contre, 24 ans au moment de l'exécution), côté paternel et côté maternel, ont pu être retrouvés, informés, invités.

Pour la première fois, ils participeront aux cérémonies. Félicitons le Comité du Souvenir des Fusillés de Châteaubriant et Nantes, pour son persévérant et fructueux travail de mémoire.

familles retrouvées





La Déchirure, Laure GARRALAGA LATASTE, Ángel VILLAR TEJÓN, Encarnación CUBEROS BENHAOUES, María Rosa LEÓN LUBEIGT, Carmen RAMOS MONTES DE LA TORRE, Liens, Bordeaux, déc. 2009 (18 €). *Commandes* : laurepierre.lataste@orange.fr ou 05 56 06 53 38

Depuis quelques années Laure Garralaga Lataste (responsable de notre amicale pour la Gironde) travaillait à l'écriture d'une partie très intime de sa mémoire, celle qui relie l'enfant conçu à Barcelone et né à Bordeaux qu'elle fut, à la femme d'aujourd'hui, citoyenne qui n'a cessé d'agir sa vie durant avec la République au cœur. La République, quelle république ? Les deux bien sûr ! Celle qu'incarne Marianne – malgré vents et marées – et celle qu'incarnait – qu'incarne toujours en dépit d'une longue éclipse à Madrid – a *Niña Bonita*. Laure, après une activité professionnelle et sociale bien remplie, qui lui a valu notamment la Légion d'Honneur, a ressenti le besoin d'exprimer pour elle-même, pour sa famille, pour autrui, l'essence de son parcours, l'essence de ses valeurs. De Carcassonne à Montauban, de Pau à Angoulême, de Prayols à Santa Cruz de Moya *su hermana guerrillera*, de Nérac à Cornellá de Llobregat, nous l'avons côtoyée partout où l'on lutte et réfléchit pour jeter un pont entre *la República de ayer y la de mañana*. Partout où l'on lutte et réfléchit collectivement, partout où on débat et apprend ensemble. A l'individualisme solitaire, Laure a préféré l'engagement dans le combat commun. L'ouvrage qui vient de paraître s'est naturellement nourri de l'action de terrain et de l'écoute des autres.

Elle l'a enrichi de toutes les rencontres et elle l'a ouvert à des compagnons de route. A la suite de son propre témoignage, assorti de réflexions et mises en perspective, « **La déchirure** » présente ceux d'un vétéran, Ángel, et de trois autres *niñas de la guerra* : Encarnación, María Rosa et Carmen. Ces souvenirs émouvants, émaillés de pépites d'Histoire vécue, invitent le lecteur à une méditation sur les idéaux d'autrefois et leur actualité aujourd'hui. **HF**

Ce 9 février, à 94 ans, Laura Garralaga Cabello, maman de Laure Garralaga Lataste est décédée. Ouvrière dans une usine de Barcelone, elle se réfugia en France le 5 février 1939. Deux jours plus tard, à Bordeaux, naissait Laure. La disparition de sa maman est une nouvelle et majeure déchirure. A Laure (à Pierre, à Jean, à toute la famille) ses camarades du conseil national de l'Amicale, expriment leur affection fraternelle.



Le roman de Claudio, Jean-Claude VILLEGAS, Le grenier à sel, décembre 2009 (19,95 € port inclis)

Ce livre est un roman de mémoire, un roman à la mémoire de Tonia et Claudio, protagonistes involontaires de ce récit. A partir de leurs témoignages, si pudiques parfois, j'avais commencé à écrire, il y a plus trente ans, cette histoire humble et singulière. Sa rédaction a été à l'origine de *Plages d'exil* (1987), qui dit d'une autre façon la souffrance et l'espoir de tout un peuple vaincu. Elle fut suivie d'*Écrits d'exil* (2007). Lors des multiples rencontres, échanges, débats, tables rondes et conférences qu'ont suscitées la publication de ces deux ouvrages, j'ai perçu combien ce devoir de mémoire, aujourd'hui si souvent évoqué, était resté en moi comme une impérieuse nécessité, comme une urgence.

J'ai compris aussi combien cet obsédant souvenir était, chez tant d'enfants et de petits-enfants de l'exil, une souffrance vive, une douleur ineffaçable, un impossible deuil. C'est pour eux que j'ai entrepris, près de trente ans après l'avoir écrit, de retrouver ce manuscrit si longtemps ignoré. Je n'en rien changé. Il reste le regard porté par un fils de l'exil, à un moment où l'Espagne n'avait pas encore entrepris sa quête mémorielle, sur ces événements qui ont bouleversé notre vie ; ils sont un hommage offert à nos parents et grands-parents.

Jean-Claude Villegas

Commandes : J.-C. Villegas, 28 rue du Val de Saône, 21270 Binges ou jean-claude.villegas@u-bourgogne.fr

Camus, frère des Républicains espagnols

Il y a 50 ans disparaissait Albert Camus, né en 1913, en Algérie, d'une mère espagnole. En novembre dernier, M. Sarkozy qualifiait de "symbole extraordinaire" sa proposition de transférer au Panthéon les cendres du Prix Nobel 1957 de Littérature. Comme on sait, une polémique a éclaté et de nombreux articles ont été publiés dans la presse sur la vie et l'œuvre de l'auteur de "L'Homme révolté". Ce qui est moins connu et que notre Bulletin souhaite rappeler, c'est l'engagement d'Albert Camus aux côtés des Républicains espagnols après la Libération comme avant. Le 7 septembre 1944, il écrit très justement dans *Combat* sous le titre "Nos frères d'Espagne" :

« Cette guerre européenne qui commença en Espagne, il y a huit ans, ne pourra se terminer sans l'Espagne. Déjà la péninsule bouge. On annonce un remaniement ministériel à Lisbonne. Et de nouveau la voix des républicains espagnols se fait entendre sur les ondes. C'est, le moment peut-être de revenir à ce peuple sans égal, si grand par le cœur et la fierté et qui n'a jamais démerité à la face du monde depuis l'heure désespérée de sa défaite.

Car c'est le peuple espagnol qui a été choisi au début de cette guerre pour donner à l'Europe l'exemple des vertus qui devaient finir par le sauver. Mais à vrai dire c'est nous et nos alliés qui l'avons choisi pour cela. C'est pourquoi beaucoup d'entre nous depuis 1938 n'ont plus jamais pensé à ce pays fraternel sans une secrète honte. Et nous avions honte deux fois. Car nous l'avons d'abord laissé mourir seul. Et lors qu'ensuite, nos frères vaincus par les mêmes armes qui devaient nous écraser, sont venus vers nous, nous leur avons donné des gendarmes pour les garder à distance. Ceux que nous appelions alors nos gouvernants avaient inventé des noms pour cette démission, ils la

nommaient, selon les jours, non intervention, ou réalisme politique. Que pouvait peser devant des termes si impérieux le pauvre mot d'honneur ?

Hier à la radio de Londres, ses représentants, ont dit que le peuple français et le peuple espagnol avaient en commun les mêmes souffrances, que des républicains français avaient été victimes des phalangistes espagnols comme les républicains espagnols l'avaient été des fascistes français et qu'unis dans la même douleur ces deux pays devaient l'être demain dans les joies de la liberté.

Qui d'entre nous pourrait rester insensible à cela ? Et comment ne dirions-nous pas ici aussi haut qu'il est possible, que nous ne devons pas recommencer les mêmes erreurs et qu'il nous faut reconnaître nos frères et les libérer à leur tour ?

L'Espagne a déjà payé le prix de la liberté.

Personne ne peut douter que ce peuple farouche est prêt à recommencer. Mais c'est aux Alliés de lui économiser ce sang dont il est si prodigue et dont l'Europe devrait se montrer si avare en donnant à nos camarades espagnols la République pour laquelle ils se sont tant battus. Ce peuple a droit à la parole. Qu'on la lui donne une seule minute et il n'aura qu'une seule voix pour crier son mépris du régime franquiste et sa passion pour la liberté.



Si l'honneur, la fidélité, si le malheur et la noblesse d'un grand peuple sont les raisons de notre lutte, reconnaissons qu'elle dépasse nos frontières et qu'elle ne sera jamais victorieuse chez nous tant qu'elle sera écrasée dans la douloureuse Espagne. ».

CF

Rémy Pech, professeur d'Histoire contemporaine à l'Université de Toulouse-Le Mirail (dont il a été un président très apprécié), spécialiste du Midi Rouge, nous livre ici trois comptes-rendus de lecture. Son plus récent ouvrage : *Jaurès paysan* est paru chez Privat, Toulouse, en avril 2009.



Josep Bartoli, *La Retirada*, Actes Sud BD, 2009, 165 p.

Le photographe et journaliste catalan Georges Bartoli a excellemment édité les carnets de captivité de son oncle Josep. Décédé en 1995, ce dessinateur génial qui connut une carrière artistique brillante aux Etats-Unis après avoir fréquenté Diego Rivera et Frida Khalo revint à Barcelone dès 1975 et renoua alors avec une famille dispersée depuis 1939. Ses cahiers intégralement reproduits sont éclairés de brèves notices, d'une chronologie, de quelques récits du calvaire vécu par les réfugiés et d'un

étonnant débat entre survivants à l'occasion d'une commémoration récente. Complété de photos de son neveu, figurant les étapes de l'exil et les lieux de l'internement, de haute qualité esthétique et émotionnelle dans leur absolu dépouillement, les dessins de Josep Bartoli offrent un témoignage rare sur la vie des camps dans le moindre détail. Toujours aigu mais jamais sordide, le crayon de Bartoli croque la misère des exilés, les corps torturés par le froid et la faim, les barbelés, les garde-chiourmes, mais aussi la compassion et la solidarité des réprochés, de tous ceux qui ont préféré *morir de pié que vivir de rodillas*. À ces croquis documentaires s'ajoutent des caricatures satiriques d'une rare virulence pour stigmatiser le fascisme et le cléricisme vainqueurs en Espagne, et l'indifférence hostile des autorités et des forces de l'ordre françaises. La force de ces dessins évoque inmanquablement les croquis imputoyables des dessinateurs expressionnistes allemands comme Otto Dix, George Grosz et Käthe Kollwitz, mais certaines compositions se hissent, m'a-t-il semblé, au grand art d'un Egon Schiele, pour exprimer de façon pathétique la souffrance et la révolte.

Parfaitement lucide sur les cheminements de la mémoire et de l'oubli, Georges Bartoli retrace l'aventure de cette singulière publication. Ré-ouvrir avec brutalité des cicatrices mal fermées, prendre le risque de débrider une purulence très dérangeante, est une opération hautement salubre. Georges Bartoli en fut justement récompensé par le prix *Vendémiaire* décerné par les *Vendanges littéraires de Rivesaltes* 2009.



Helia y Alicia González Beltrán, *Desde la otra orilla. Memorias del exilio*, Elche, Asociación cultural Frutos del Tiempo, 2006, 239 p.

Agées respectivement de 5 ans et 3 ans au moment de *La Retirada*, les deux sœurs ont décidé d'évoquer parallèlement le souvenir du moment de l'exil, puis de la difficile insertion dans le pays d'accueil, l'Algérie. Au témoignage étonnant de l'odyssée du paquebot Stanbrook lourdement chargé des réfugiés alicantins s'ajoute le récit des années

difficiles de la seconde guerre mondiale, puis des prémices du soulèvement algérien. Bénéficiant de conditions relativement privilégiées grâce à l'implantation préalable de cousins en Oranie, ces deux femmes issues d'une famille de responsables socialistes n'en ont pas moins connu dans leur enfance l'amertume de l'exil, le mépris et la gêne, que chacune exprime avec une sensibilité propre, mais toujours avec retenue et dignité. L'acculturation française réalisée par l'école s'accompagne du maintien de l'identité espagnole fortifiée par la communauté

des exilés. Revenues à Elche en 1949, au péril de nouvelles persécutions (« *era como salir de la luz de la razón para entrar dentro de la oscuridad de la sinrazón* »), elles ont su utiliser leurs connaissances linguistiques pour se réinsérer professionnellement, tout en renouant les fils entre républicains pour préparer le retour de la démocratie.

Agrémentée de photos de famille, de documents personnels et de dessins d'enfants, cette mémoire d'une intimité familiale maintenue en dépit de l'exil et de la gêne matérielle est un document profondément original dans sa simplicité et sa fraîcheur.



Charles et Henri Farreny *L'Affaire Reconquista de España - 1942-1944 Résistance espagnole dans le Sud-Ouest*, Éditions d'Albret, 2009, 242 p.

Nourri par un nombre impressionnant de témoignages écrits et oraux et un dépouillement d'archives publiques et privées confinant à l'exhaustivité cet ouvrage bourré de références et richement illustré par photos et reproductions de documents, apporte énormément à la connaissance des mouvements

résistants autant qu'à l'histoire de l'exil espagnol.

Plusieurs ouvrages ont naguère attiré l'attention sur le coup de main pathétique tenté fin octobre 1944 par les guérilleros du Sud-Ouest sur le Val d'Aran, dans l'espoir totalement irréaliste, mais alors bel et bien réel, de faire tomber le dernier bastion du fascisme européen, le franquisme. Les frères Farreny nous apprennent que ce fait d'armes puise sa genèse deux ans et demi plus tôt dans la constitution d'un mouvement explicitement intitulé pour que nul n'en ignore *Reconquista de España*. L'épicentre de ce mouvement se trouve non à Toulouse comme on pouvait s'y attendre, mais en Lot-et-Garonne, alors coupé de Bordeaux par la ligne de démarcation et en revanche bien relié aux départements voisins de la zone « libre ».

C'est la police de Vichy qui démantèle l'impressionnant réseau combattant constitué par les Espagnols, jetant plusieurs centaines de militants dans des prisons ou des camps répressifs comme celui du Vernet. La plupart n'en sortiront que pour aller à la mort dans les trains de déportation dont l'ultime, le fameux « train fantôme » parti de Toulouse le 3 juillet 1944 reçoit ici et pour la première fois de manière détaillée, une analyse de sa composition, ignorée ou négligée jusqu'ici, à tel point que les victimes ne sont pour nombre d'entre elles pas encore reconnues comme déportés et résistants. Avec grand scrupule, les auteurs établissent que l'ossature du mouvement était communiste, mais mettent bien en valeur les autres apports. Ils démontrent ainsi la non-étanchéité des communautés d'exilés et le fond commun de leur motivation résistante, anti-nazie et anti-vichyste.

Des épisodes fameux, comme l'accueil du glorieux général de Lattre à la sinistre prison Furgole de Toulouse par une Marseillaise reprise par tous les détenus parsèment ce livre écrit dans un but essentiellement documentaire, mais esquissant bien au delà des analyses historiques d'une grande profondeur. Le parti de suivre individu par individu chaque destin résistant peut parfois déconcerter en donnant à l'ouvrage une allure foisonnante. Mais ce kaléidoscope de l'engagement et de la répression restitue efficacement un mouvement d'une authenticité et d'une force militante inégalées.

Reprenons la conclusion des auteurs : il s'agit bien d'une réparation envers les *innombrables Nelson Mandela espagnols qu'il convient de tirer des fosses communes où gît une part de l'histoire*.

Rémy Pech

Hommage à Miguel SORIANO et ses camarades tombés à Santa Cruz de Moya

Suite de la page 1



Miguel SORIANO MUÑOZ, né le 12 septembre 1914 à Yecla (Murcia) est parti de Toulouse le 19 Juin 1949 pour continuer la lutte en Espagne. Tout un groupe passe la frontière de nuit à marche forcée. Il semble que Miguel ait rejoint le maquis de Santa Cruz de Moya (entre Cuenca et Teruel) en septembre 1949. Le **7 novembre 1949**, les fascistes attaquent : 12 guérilleros tombent. Ce **7 novembre 2009**, à l'initiative de *nuestros hermanos de la Gavilla Verde*, que nous félicitons, un monolithe a été érigé au Cerro Moreno. A notre camarade **María Soriano**, membre depuis toujours de notre Amicale de Haute-Garonne et à ses deux filles, **Elena** et **Encarn**, nous exprimons notre affection fidèle.

Sur la photo : **Elena Soriano**, rend hommage aux 12 combattants : son père, **Marino ALCALÁ RUIZ**, José CABERO DE LA CRUZ, Simón GIMÉNEZ GARRIDO, Manuel GRACIA JARQUE, Amador HUERTA JIMÉNEZ, Aurelio HUERTA PLA, Basilio LÓPEZ ALARTE, Jesús LÓPEZ MIRASOL, Antonino PÉREZ HERNÁNDEZ, Lope RODRÍGUEZ RODRÍGUEZ, Juan José SAN MIGUEL RECIO.

Valientes Guerrilleros, no habéis caído para nada. Delante de vosotros tenéis hombres y mujeres que cada año suben por los Senderos de la Memoria hasta aquí para luchar a vuestro lado por la :

“MEMORIA DE LOS GUERRILLEROS MUERTOS EN LA LUCHA POR LA LIBERTAD, LA PAZ Y LA DEMOCRACIA AL LADO DE TODOS LOS PUEBLOS DEL MUNDO” – “QUE EL EJEMPLO DE ESTAS VIDAS Y DE ESTAS MUERTES AUMENTEN EN NOSOTROS LOS DESEOS DE LIBERTAD, JUSTICIA Y SOLIDARIDAD” – “QUE LAS SEMILLAS DE LIBERTAD CAIDAS POR ESTOS MONTES, SIGAN GERMINANDO Y GRANANDO SIN MAS INTERRUPTIONES”.

Estas palabras, gravadas sobre la lápida, serán limpiadas por la lluvia y la nieve, secadas y calentadas por el sol y el viento que pasa sobre estos montes, las llevará a los cuatros puntos cardinales para decir que un mundo mejor es posible. MILES de gracias a vosotros por habernos indicado la dirección a seguir.

Cerro Moreno, 7 de noviembre de 2009. **Elena SORIANO SORIANO.**

Radicalisation de l'Église catholique : **Pilules amères pour les Fidèles**

La béatification programmée de Pie XII ravive les querelles parmi les chrétiens et rallume les rancœurs de ceux qui ont souffert du positionnement de ce pape qui, non seulement ne condamna pas le nazisme, mais pire encore encouragea la croisade franquiste contre la légitimité républicaine espagnole. Le florilège de déclarations ci-après atteste l'appui inconditionnel du clergé au fascisme :

- 1) Fin septembre 1936, Enrique Pla y Daniel, évêque de Salamanque, par une pastorale qui appelle pour la première fois à la croisade contre la République, se révèle comme soutien idéologique majeur aux rebelles fascistes.
- 2) 1^{er} juillet 1937, le cardinal Goma y Tomás, sous la pression du Saint-Siège, rédige une lettre collective des évêques d'Espagne à tous les évêques du monde. Il dénonce les débordements révolutionnaires et justifie ainsi le putsch militaire et l'alignement de l'Église sur les insurgés.
- 3) 24 avril 1939, message du de Pie XII à Franco, 23 jours après sa victoire : *« C'est avec une joie immense que nous nous tournons vers vous très chers fils de la très catholique Espagne pour vous exprimer nos félicitations paternelles en raison de la paix et de la victoire dont Dieu a daigné couronner l'héroïsme de votre foi et de votre charité ».*
- 4) En avril 1939, déclaration du Cardinal Goma y Tomás, primat d'Espagne, remettant l'épée de la victoire au *Caudillo*, symbole de l'engagement antirépublicain de l'Église catholique espagnole et du Saint Siège. Il dira alors : *« Il ne peut y avoir d'autre pacification que par les armes, il convient d'extirper toute la pourriture de la législation laïque ».*
- 5) Déclaration de 1939 de Díaz y Gomara alors évêque de Carthagène : *« Bénis soient les canons si dans les brèches qu'ils ouvrent fleurit l'Évangile. ».*

Ces prélats soutinrent le régime franquiste et participèrent pendant et après la guerre à l'éradication du péril (*dixit*) républicain par l'élimination physique des personnes, sauvegardant ainsi pouvoir et biens contre tous ces gueux qui osaient revendiquer savoir, justice et partage. L'Église catholique espagnole a écrit là l'histoire la plus sombre de la chrétienté contemporaine et on ne peut s'empêcher de penser que leurs croix étaient, en ces temps, *gammées*.

Raymond San Geroteo

Pour maintenir vivante la mémoire républicaine & résistante, l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (FFI) se renforce :

PYRÉNÉES ATLANTIQUES et LANDES

Après une première assemblée à Bayonne le 5 décembre, est née l'**Amicale des Pyrénées Atlantiques et Landes des Anciens Guérilleros Espagnols en France – FFI**.

Le bureau est composé de : **Juan MUÑOZ DAUVISSAT** – président (05 59 63 13 80 jeangillesmunoz@gmail.com), **Pierre PEDROSA** – vice-président (marianne.pedrosa@orange.fr), **Lina PEÑA-DECAUNES** – secrétaire (linadecaunes@neuf.fr), **Isabelle YAÑEZ** – secrétaire-adjointe, **Pierre LEURION** – secrétaire-adjoint, **Pantxika CAZAUX** – trésorière. Dès le départ 8 vétérans représentatifs des différents volets des luttes de nos pères étaient là. En 3 mois le réseau s'est considérablement élargi ; les possibilités apparaissent immenses. Le siège social a été fixé à Bayonne.

ARIÈGE

Après une 1^e assemblée à Pamiers le 12 décembre, est née l'**Amicale de l'Ariège des Anciens Guérilleros Espagnols en France – FFI**.

Le bureau est composé de : **Jeanine GARCÍA** – présidente, **Marie-Luz CARREÑO** – vice-présidente, **Nuria VALVERDE** – secrétaire, **Lina VALVERDE** – trésorière. Le siège social a été fixé à la mairie du Vernet. Contacts : jeaninegarcia@aliceadsl.fr, 05 61 69 85 81.